

La rafle oubliée - Marseille 22-23-24 janvier 1943

Si nous connaissons tous la rafle du Vel-d'hiv, les 16 et 17 juillet 1942, qui se souvient de la rafle de Marseille du 22, 23 et 24 janvier 1943 ?

Pour comprendre l'histoire de cette rafle oubliée, de l'expulsion des habitants et du dynamitage du quartier du vieux port, il faut rappeler le contexte historique, politique et social qui permit d'aboutir à ce drame humain.

L'exposition du Mémorial des Déportations « Marseille 1900-1943. La mauvaise réputation » (jusqu'au 31 décembre 2025), montrait dans son propos liminaire que :

*« Si tout n'était pas écrit, l'impensable a été rendu possible par une sédimentation de représentations accolées à l'histoire de Marseille et à un imaginaire écrasant, que dégage Marseille, plus particulièrement ses vieux quartiers, depuis des décennies : **une mauvaise réputation**. »*

Marseille, cette ville « ingouvernable et non gouvernée, rebelle, ce repaire de bandits, symbole de la dégénérescence politique et morale, verrue infamante, devait être rayée du paysage : pour cela il fallait procéder à une vaste épuration présentée comme urgente et salutaire, afin d'effacer de la carte ce ghetto de pauvres et de mêtèques. Ce quartier qui fut un refuge pour tous les persécutés dans l'entre-deux-guerres : antifascistes italiens, républicains espagnols, opposants allemands, juifs apatrides et, enfin, un des foyers de la Résistance marseillaise. »

C'est ainsi que le désir d'une régénération nationale appelée par Vichy a croisé, à un moment bien précis, les visées des Nazis, qui n'ont eu qu'à utiliser les plans de destruction déjà prêts de l'ingénieur Beaudoin pour mener à bien leur projet. Mais revenons un peu en arrière...

Le 28 octobre 1938, l'incendie du grand magasin les Nouvelles Galeries, sur la Canebière, cause la mort de 73 personnes et blesse plusieurs centaines d'autres. Le président du Conseil Édouard Daladier¹ et une partie du gouvernement sont présents ; ils viennent, un mois après les accords de Munich (30 septembre 1938), participer au Congrès du Parti radical. Ils logent sur la Canebière à l'Hôtel de Noailles, l'actuel commissariat de police et dans les hôtels voisins. Témoin de la catastrophe, Édouard Daladier s'écrie :

« Qui commande ici ? Il n'y a-t-il donc pas de chef, pas un homme pour diriger ? C'est lamentable ! »

¹ Depuis avril 1943, dans le gouvernement Paul Raynaud

Cette phrase donne le signal d'un règlement de comptes politique. Le 20 mars 1939, Daladier met la ville sous tutelle, un administrateur extraordinaire² est nommé, véritable gouverneur colonial. Daladier en profite pour virer le maire socialiste, Henri Tasso, issu de « La petite Naples », ardent défenseur des acquis du gouvernement Blum. Le service incendie est réorganisé, avec la création d'un bataillon de marins-pompiers, des militaires.

Une partie de la presse se déchaîne contre « Marseille-Chicago », ville maudite, ingouvernable, sale, aux élites corrompues, mafieuse et scandaleuse. Marseille, et son quartier réservé, Marseille³, la mauvaise réputation !

Marseille, le vieux quartier St-Jean, entre la rue de la caisserie et le port :

Le quartier Saint-Jean comprend le **quartier Réservé**, (La Fosse, les Bric⁴ ou le grand Lupanar) qui depuis l'arrêté municipal du 13 octobre 1878, délimitait la seule zone de prostitution entièrement libre autour de la rue **Bouterie** (parallèle au quai du Port, 300m de long, 100m de large), quelques rues dont **la rue de la Reynarde**, la rue Ventomagy avec les plus belles maisons closes de la Fosse, le Cythéria et chez Aline. Ne les cherchez pas, elles ont toutes disparu en février 1943 !

Les marins du monde entier le fréquentent : dans ce cœur de la ville historique, se jouent également les trafics des clans de la mafia sicilienne ou corse. **Filles du port ou « cagoles »**, prostituées de luxe, **travestis**, nervis ou cacous (souteneurs), immigrés de tout le pourtour méditerranéen, croisent **marins du monde entier, militaires, légionnaires**, touristes, artistes, au milieu des clubs de jazz, des bordels de luxe, des cinémas pornographiques, des fumeries d'opiums. C'est ici que le milieu marseillais est né, entre règlements de comptes et meurtres, ici qu'a eu lieu la première guerre des gangs, qu'a commencé **la French Connection, François Spirito, Sicilien, et Paul Carbone, Corse, les parrains**. Ils inspirent **Borsalino**⁵, film de Jacques Deray, 1970 avec Delon et Belmondo.

² Et ce, jusqu'en décembre 1946 (élection du maire communiste Jean Cristofol)

³ « Marseille, ville proxénète, qui donne ses fils à la mer et ses filles aux marins », écrit Louis Brauquier, dans Aux Armes de Cardiff, 1926.

⁴ Bric : Maison close en argot de l'époque. La Fosse : terme utilisé par Claude Mc Kay dans son roman Banjo, publié en 1929.

⁵ Adaptation du roman Bandits à Marseille, d'Eugène Saccomano (devenu ensuite journaliste sportif).

Englobant le quartier réservé, (où vivent en tout quelques 5000 personnes), le quartier du vieux port, le Bagatouni (également titre d'un roman populaire marseillais (1896) de Valère Bernard, qui y aborde la vie dans un quartier pauvre de Marseille. C'est le quartier Saint Jean.

20.000 personnes entassées : c'est le peuple « sanjanenque » (de St-Jean), avec leur parler Sanjanen (mélange de franco-provençal et d'italo-napolitain). Ils sont Provençaux, italiens, surtout napolitains, (on appelait le quartier la petite Naples, et ses habitants les Nabos), corses, espagnols, grecs, arméniens, et ils jouxtent prostituées et nervis, dans une sorte de cohésion sociale, assez bon enfant.

« Saint-Jean était un quartier complètement ouvrier, vraiment pauvre, mais où il y avait de la joie de vivre » Paul Carpita, réalisateur, originaire de la petite Naples, raflé en 43.

Ils sont artisans, dockers, pêcheurs, poissonnières, journaliers. Les ménagères se retrouvent au lavoir, place de Lenche, ou rue Fontaine Saint-Laurent.

Ils importent leurs fêtes religieuses : la statue de Saint-Léon, rapportée à Marseille en 1922 par les travailleurs immigrés de Sperlonga, est déposée à l'église Saint-Laurent, la paroisse des napolitains. Fêté en novembre.

Robert Barone, (6 ans en 1943), habitant de la petite Naples :

"Les habitants du quartier étaient de braves gens. Ils travaillaient tous. On était pauvres mais on était bien. Loin de l'image d'un coupe-gorge ou des Misérables ! Les rues étaient très étroites oui, mais on était tout le temps dehors et on n'était pas franchement surveillés. C'était sans danger. On n'avait pas de jouets alors on s'occupait. On fabriquait des carioles et on les roulait sur les pavés. On guettait l'arrivée des bateaux espagnols sur le Vieux-Port et on récupérait les oranges destinées à l'usine Picon qui tombaient des cageots. Je ne me souviens pas franchement avoir senti la guerre à Saint-Jean. »

Des familles nombreuses sont entassées dans de minuscules appartements, insalubres, sans toilettes, les minots, filles et garçons passent leur journée sur les pavés (rue Bompard), et croisent saltimbanques, musiciens, marginaux, mendiants, fadas, et toutes sortes de petits métiers (cireurs, « décrotteurs » Napolitains).

C'est dans ce contexte que se cristallisent – et ce dès le XIX^e siècle - les images négatives de Marseille : l'état détérioré du bâti, le manque d'équipements relatifs à l'hygiène, la pauvreté, les lieux de prostitution et d'autres activités

illicites... tout cela se conjugue pour en faire un lieu de réprobation sociale pour les uns mais aussi de **fascination** pour d'autres, peintres comme **Alfred Lombard**, **Edward Wadsworth**, **André Dignimon**, photographes comme **Germaine Krull**, écrivains comme Blaise Cendrars⁶ ou Mc Kay et son roman Banjo. Simone de Beauvoir, jeune professeur de philosophie de 23 ans, et future théoricienne du féminisme, nommée au lycée Montgrand en 1931, est enchantée par le quartier réservé ; elle écrit en 1960, dans La force de l'âge ces mots qui soulignent l'ambivalence du regard sur Marseille, empreint ici de fascination exotique :

« La rue Bouterie m'enchantait ; je regardais les femmes fardées et par la porte entrebâillée, les grandes affiches colorées au-dessus des lits de fer... »

Les projets de rénovation

Dès le milieu du XIXe siècle, dans la logique des bouleversements haussmanniens, la vieille ville avait fait l'objet de projets de rénovation, comme la création de la rue de la République qui entraîne la destruction de certaines rues de la vieille ville. Le quartier « derrière la Bourse » est exproprié et rasé entre 1910 et 1930 mais reste en l'état jusqu'aux années 1950.

Reçu en décembre 1940 à Marseille par la chambre de commerce, Pétain⁷ déclare : « *Le redressement de la France est lié à celui de Marseille* ». Le 30 mai 1941, le gouvernement de Vichy promulgue une loi sur les grands travaux de Marseille, autorisant l'exécution d'un programme urbain qui implique la réalisation d'un plan d'envergure avec de nouveaux axes de circulation, mais aussi « *le nettoyage en profondeur des quartiers insalubres* ».

Le projet d'aménagement de la ville est confié à l'architecte en chef du gouvernement, Eugène Beaudoin. Il applique un principe simple :

« Assainir les quartiers insalubres et diminuer la densité du peuplement du centre, déporter les pauvres en périphérie. »

Ce plan est rendu public en 1942, avant même l'arrivée des Allemands en zone Sud. Il est accueilli favorablement par l'élite locale :

⁶ Panorama de la pègre, paru en 1935.

⁷ Nommé chef du gouvernement le 16 juin 40, en pleine débâcle. Vichy lui confère les pleins pouvoirs le 10 juillet. Il incarne un modèle autoritaire, paternaliste, collabore activement dès octobre 1940, fait voter des lois antisémites, sous l'impulsion de Laval.

La revue Marseille, organe culturel de la mairie écrit :

« Le redressement moral du pays est impossible tant que nous n'aurons pas fait disparaître de nos grandes villes les taudis ».

L'académicien Louis Gillet écrit en octobre 1942 dans la revue municipale en parlant du quartier :

« Une Subure obscène, un des cloaques les plus impurs où s'amasse l'écume de la méditerranée, [...] l'empire du péché et de la mort. Ces quartiers jadis patriciens, abandonnés à la canaille à la misère et à la honte... »

Marseille est d'autant plus stigmatisée qu'elle subit les conséquences de la défaite : Depuis l'arrivée d'Adolf Hitler au pouvoir, en 1933, entre 40 et 60.000 civils allemands ont trouvé refuge en France, devenue une terre privilégiée d'accueil. Intellectuels, scientifiques, artistes ou hommes politiques, juifs pour la plupart, replongent en plein cauchemar avec la défaite et la signature de l'armistice, **le 22 juin 1940**. Leur crainte est justifiée. **L'article 19 de l'armistice stipule :**

"Le gouvernement français est tenu de livrer sur demande tous les ressortissants allemands désignés par le gouvernement du Reich".

Depuis Marseille, en zone dite *libre* de l'été 1940 au 11 novembre 1942, on peut encore quitter la France pour l'Asie, l'Afrique ou les Amériques. Marseille devient alors une **ville refuge**. Femmes et hommes en quête de liberté affluent et tentent d'obtenir les papiers (visas de sortie) nécessaires au départ auprès des nombreux consulats et légations qui s'y sont repliés. La ville est surpeuplée.

Des actions héroïques vont être tentées par des gens comme le journaliste américain Varian Fry, qui réussit à exfiltrer via Le Centre américain de secours (CAS) d'août 40 à septembre 41, plus de 2.000 indésirables, surtout artistes et intellectuels, artistes « dégénérés », libéraux, socialistes, juifs ou apatrides, tous recherchés par les Nazis (Marc Chagall, Max Ernst, André Breton, Hannah Arendt, pour ne citer qu'eux), avec l'aide des consuls de Tchécoslovaquie Vladimir Vochoc ou du Mexique, Gilberto Bosquez, ou de marseillais courageux, que ce soit la comtesse Lily Pastré ou aussi nombres d'anonymes de milieu plus modeste. C'est le début de la Résistance.

Le 8 novembre 1942, les alliés débarquent en Afrique du Nord.

En représailles, **le 11 Novembre 1942**, la France libre est envahie.

Marseille devient territoire occupé par l'armée ennemie et voit sa tutelle déléguée aux allemands.

Lorsque les troupes allemandes franchissent la ligne de démarcation et arrivent dans la cité phocéenne, **le matin du 12 novembre 1942**, elles reçoivent l'instruction de ne pas côtoyer les habitants de la ville - instruction du reste modérément suivie par les soldats et les gradés qui vont s'encanailler dans le quartier réservé et « si pittoresque » des bordels – et du vieux port **Photo d'un simple soldat allemand « en touriste » Décembre 1942.**

Mais Marseille, pour les nazis, résume la société cosmopolite qu'ils veulent précisément éradiquer. La ville est pour eux :

« Un repère de sous-hommes, de Bolcheviks, d'étrangers, une plate-forme de la pègre et de la prostitution ».

L'ensemble des stéréotypes nazis se focalise sur Marseille. Près de deux mois après l'arrivée des Allemands à Marseille, en janvier 1943, à la suite d'une série d'attentats, Hitler lui-même donne l'ordre d'une répression sans précédent. Il est décidé de procéder à la destruction des Vieux-Quartiers, considérés à la fois comme « *une porcherie* », « *un cloaque* » et un nid de Résistance.

Les Allemands avaient d'ailleurs fait des photos de propagande pour accentuer la pauvreté des rues. Sur ces photos, ils accentuaient les particularités du quartier : ils montraient que **les rues étaient trop étroites, que du linge (sale) pendait aux fenêtres.** Ils décidèrent donc le raser tout en conservant quelques immeubles, guidés en cela par le plan « *Ville de Marseille, quartier évacué* » de l'architecte Eugène Beaudoin. Ils voulaient créer à la place des grandes avenues pour faciliter les déplacements en voiture et limiter les risques d'insurrection. Peut alors commencer, avec la collaboration active du régime de Vichy, l'opération SULTAN.

Longtemps ville refuge, Marseille va devenir une ville piège.

Outre une volonté de "nettoyage" idéologique et antisémite, l'opération Sultan répond également à une stratégie militaire des nazis. En janvier 1943, les Allemands craignent un débarquement allié en Méditerranée, particulièrement dans le sud de la France, où Marseille, étant l'un des plus grands ports français, et en eau profonde, pourrait jouer un rôle stratégique.

II- La rafle :

Le 18 janvier 1943, Heinrich Himmler, chef des SS, écrit à Karl Oberg, chef des SS en France :

"Marseille, cette sous-ville, est la porcherie de l'Europe, il faut dynamiter les quartiers du port pour que les habitants périssent sous la simple pression de l'explosion".

René Bousquet, secrétaire général de la police en France, qui fait fonction de ministre de l'intérieur, sous le Gouvernement Laval, proteste, mais collabore activement et propose de diriger les opérations et de les étendre à tout Marseille.

Les autorités françaises du régime de Vichy, dirigées par René Bousquet, le préfet de région Antoine Lemoine, le préfet délégué à la ville de Marseille, Pierre Barraud, et l'intendant de police, Maurice Rodelec du Porzic, collaborent pleinement avec l'occupant.

Dès vendredi 22 janvier 1943 au matin, Des forces considérables venues de Paris, Lyon, Vichy et Toulouse ont été concentrées par les autorités françaises : 200 inspecteurs venus de toute la France, environ 8.000 hommes (gendarmes, gardes mobiles, Groupes Mobiles de Réserve) et 2.000 agents de sûreté, soutenues par des troupes SS.

Dans une France où l'antisémitisme d'État est à son paroxysme, Marseille devient une cible prioritaire pour appliquer la politique d'extermination nazie. Les Juifs français ou étrangers sont particulièrement visés. On peut aisément les repérer grâce au tampon sur leurs papiers.

Durant la **nuît du vendredi 22 au samedi 23 janvier**, de 23h à 5h du matin **démarrent les rafles de l'Opéra**. Ce soir-là, jour de shabbat, se déroule une opération minutieusement préparée. Dans le centre-ville et de part et d'autre de la Canebière, en particulier dans le quartier de l'Opéra où les familles juives sont nombreuses, les appartements sont systématiquement visités par des équipes de policiers français, avec l'aide de serruriers réquisitionnés pour la circonstance. Cette rafle a lieu aussi sur la Canebière, Noailles, la rue Longue-des-Capucins, le cours Belsunce, la Porte d'Aix, la rue Colbert, les quartiers Saint-Lazare, Longchamp, jusqu'à la Belle-de-Mai.

Selon l'intendant de police adjoint, 1.865 personnes, hommes, femmes et enfants, sont alors appréhendées et dirigées vers la prison des Baumettes où

leur situation doit être examinée. Jusqu'au petit matin, les policiers français multiplient les visites domiciliaires et les arrestations.

Ces arrestations n'ont pas été documentées par la propagande allemande, seule habilitée à faire des photos.

Le dimanche 24 au matin, c'est au tour du quartier nord du Vieux-Port, bouclé et **coupé du reste de la ville depuis la veille**. Les opérations d'évacuation démarrent et mobilisent 10.200 policiers français et 5.000 soldats du 10^e régiment de police SS commandés par le colonel Griese. Le dimanche 24 janvier à 6 heures du matin, le clairon retentit et des voitures de police munies de haut-parleurs pénètrent dans la zone du quartier Saint-Jean condamné et diffusent le message suivant :

"Habitants du quartier, pour des raisons d'ordre militaire et afin de garantir en toutes circonstances la sécurité de la population, les hautes autorités allemandes ont décidé de procéder à votre évacuation.

Préparez-vous donc immédiatement à quitter votre domicile. N'emportez que des bagages à main : couverture, linge de corps, vêtements chauds, vivres pour 48 heures. Votre hébergement sera assuré. Des indemnités vous seront payées. Soyez calmes et disciplinés ! À partir de maintenant, il est rigoureusement interdit de circuler dans les rues sauf en groupes organisés sous la conduite des autorités chargées des opérations d'évacuation. Fermez à clé en partant.

Attention ! Toute personne trouvée en possession d'une arme à feu ou d'une arme blanche sera immédiatement arrêtée et jugée. Elle sera punie de la peine de mort.

Dans votre propre intérêt, facilitez la tâche des autorités françaises qui ont besoin de votre discipline et de votre concours pour mener à bien cette difficile opération".

4 diapos (dont 2 où l'on voit Paul Carpita, raflé, qui deviendra journaliste et cinéaste)

20.000 personnes sont évacuées dans l'affolement général, **regroupées sur le quai Maréchal Pétain** (l'actuel quai du port), 12.000 d'entre elles sont transportées dans des tramways et **des bus** réquisitionnés, jusqu'à la gare **marseillaise d'Arenc**. Ils sont entassés dans des wagons à bestiaux. Le voyage dure 12 heures, le soir, ils arrivent en gare de Fréjus où ils sont transportés dans un ancien camp de troupes coloniales, camp désaffecté et insalubre, sans couverture ni hygiène, on est en plein hiver et il fait particulièrement froid. Dans des conditions de vie lamentables, ils attendent d'être triés : certains, à condition de justifier d'un lieu de résidence, seront renvoyés vers Marseille dès le 28 janvier.

Le même jour, **dimanche 24 janvier**, 1.642 (dont 800 juifs), les raflés de l'Opéra et des autres quartiers du 22 et 23 janvier détenus aux Baumettes, sont

transférées en gare d'Arenc, ils montent dans des wagons à bestiaux surchargés et blindés, le train quitte la gare, arrive au camp de Compiègne-Royalieu.

Pendant la rafle : Nazis, devant le bar de la marine, et Bousquet et gradés allemands à l'hôtel de ville.

Antoine Mignemi, de la petite Naples, (5 ans en 1943), raconte :

"Au retour [de Fréjus], on nous a déposés au César place Castellane et on nous a dit : "Allez où vous voulez". On n'avait qu'un petit balluchon. Notre quartier était en train de se faire sauter à la dynamite, nous avons tout perdu. Nous sommes allés vivre chez mes grands-parents à Pont-de-Vivieux dans une baraque humide, sans eau, dans la misère. Mon père est allé travailler à l'usine. Je suis marqué par cet épisode aujourd'hui parce que ma famille ne s'en est jamais relevée. Mon père était patron de son salon, j'aurais pu avoir un avenir. Au lieu de ça, mes deux parents sont morts jeunes. Ils n'ont pas réussi à se reconstruire. Quant à moi, je ne suis parti de Pont-de-Vivieux que lorsque je me suis marié."

Il a été impossible au père d'Antoine Mignemi d'obtenir la moindre réparation, sous prétexte qu'il avait obtenu la nationalité française tardivement.

Robert Barone, (6ans en 1943), croit savoir que sa famille a pu toucher la modique somme de 10.000 francs :

"Grâce aux réseaux communistes et seulement des années après. Quand on est revenus de Fréjus, on nous avait tout volé. C'était un quartier de pêcheurs et de journaliers, les gens avaient déjà très peu de biens. Et là, plus rien. Ma mère en a perdu tous ses cheveux. Nous avons habité à la Penne-sur-Huveaune pendant quatre ans. De là, on voyait les bombardements. Nous sommes retournés à Marseille quelques années après la Libération. Nous avons tout perdu, oui. Mais ça nous a donné la pêche pour le reste de nos vies."

D'autres sont accueillis dans des centres d'hébergement dans le département. Les 800 autres n'auront pas cette chance...

Le 31 janvier, un convoi de 800 personnes dont 200 juifs, passées au criblage à Fréjus, part vers Compiègne-Royalieu, camp de transit et centre de déportation dans le nord de la France. Pour justifier l'opération Sultan, les 600 personnes non-juives « *soi-disant suspectes* » sont essentiellement des jeunes de familles italiennes, corses, grecques et espagnoles, sélectionnées au hasard dans la population, pour accréditer la thèse officielle « *d'épuration* » et trouver des « *indésirables* ». **Le 28 avril**, elles sont déportées à Mauthausen, Buchenwald ou Orianenburg-Sachsenhausen. Certaines sont internées dans les îles anglo-normandes, afin d'effectuer d'importants travaux de construction, tel que le mur de l'Atlantique. (100 d'entre eux reviendront vivants).

Le 8 mars, tous les juifs Marseillais sont envoyés depuis Compiègne à Drancy avant d'être déportés pour Sobibor en Pologne par les convois **52 du 23 mars et 53 du 25 mars 1943** (dits les convois des Marseillais). A la fin de la guerre, il ne restera aucun survivant du convoi 52 et 5 rescapés du convoi 53.

Cependant, la rafle du Vieux-Port de Marseille a également donné lieu à un élan de solidarité au sein de la population marseillaise. Nombre d'habitants ont porté assistance aux Juifs menacés, n'hésitant pas à les cacher, au péril de leur vie, pour leur éviter la déportation.

Le dynamitage du quartier

Depuis le 25 janvier, les **artificiers allemands** ont méticuleusement piégé l'un après l'autre, tous les bâtiments du quartier.

Du 1er au 17 février 1943 s'organise le dynamitage du périmètre arrêté. L'opération est conduite sous l'autorité du lieutenant Braun, architecte-urbaniste du plan de Berlin. **Les dynamitages, entamés le 1er février 1943**, s'étalent sur 17 jours, transformant **le quartier** en un gigantesque champ de ruines de **14 hectares**, 50 rues, 1.494 immeubles, 20 terrains de foot. Un court délai pour réduire en poussière des pans entiers de la mémoire marseillaise. Seuls quelques monuments emblématiques, comme l'Hôtel de Ville, la maison diamantée, l'hôtel de Cabre et l'église Saint-Laurent, ont été épargnés. **3 diapos**

Le curé de Saint-Laurent, (l'église des napolitains), Félix Caillol⁸, 81 ans, s'enferme dans son église sur l'esplanade de la Tourette et fait sonner le glas sans interruption pendant les 17 jours que durèrent les opérations de démolitions. Il écrit à Pierre Laval qu'il n'est pas dupe de la part qu'ont joué les autorités de Vichy dans cette abomination. **6 diapos**

Reconstruction : Dès mars 1943, est créé le groupement des évacués du Vieux-Port avec pour but de récupérer les indemnisations promises, mais les dossiers de réclamation sont restés pratiquement ignorés.

⁸ Il célèbre la messe tous les jours pour ses chers Sanjanenques, organise les secours, dénonce les crimes, écrit sans relâche au Préfet et à Pétain lui-même.

Dans l'immédiat après-guerre la reconstruction des logements, malgré la crise aiguë, n'est pas une priorité : les urgences concernent en effet le ravitaillement, la remise en état du réseau des transports, la résolution du déficit énergétique et la relance de la production. Le périmètre mettra des années à être reconstruit, plusieurs architectes s'y succéderont et les évacués mettront du temps à faire reconnaître les dommages subis. Eparpillement des familles, sorte de honte à en parler, disent des survivants. Enfin, beaucoup de marseillais pensent que le quartier a été bombardé par les américains en 1644 : Une sorte d'omerta a plané longtemps sur cet épisode dramatique.

Dans les quartiers détruits, le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme (MRU) préfinance et dirige les travaux, **Fernand Pouillon remporte le concours** auquel participe aussi Le Corbusier, (reconstruction entre 1949 et 1955).

Longtemps absents du récit national, ces événements tragiques trouvent aujourd'hui une place dans la mémoire collective grâce :

- Aux lieux de mémoire : **le Mémorial des déportations** est installé dans un blockhaus-infirmerie construit en 1943, témoin de la présence militaire allemande dans la ville alors occupée. Le lieu s'attache à transmettre l'histoire et la mémoire des hommes, femmes et enfants arrêtés puis déportés parce que nés juifs ou réprimés en tant que politiques, résistants, otages ou « suspects ».
- Aux plaques : **Abbé Caillol, Autel du souvenir, jardin église des Accoules, 2019**
- Aux colloques, conférences, commémorations annuelles, pendant lesquelles les noms des victimes des rafles nazies sont honorés.
- Le 5 novembre 2018, l'effondrement du 63/65 de la rue d'Aubagne (8 morts, 4.500 évacués) réactive le souvenir de la rafle, et souligne les dysfonctionnements des services de la ville et de la métropole, un urbanisme défaillant, l'incurie des propriétaires.
- Aux expositions, comme celle organisée par la mairie « **80 ans après, Marseille se souvient** », en 2023, sur le vieux port.

Conclusion : L'avocat marseillais Pascal Luongo, avocat et petit-fils d'un rescapé va jouer un rôle clé dans la reconnaissance de cette tragédie oubliée. Avec plusieurs victimes, réunis au sein du Collectif Saint-Jean 24 janvier 1943, et au terme d'une longue enquête, il porte l'affaire en justice en 2019.

Le 30 septembre 2026, la rafle et la destruction du quartier Saint-Jean sont enfin reconnues officiellement en tant que crime contre l'humanité par la justice française.

C'est l'un des derniers crimes de ce rang perpétré par le IIIe Reich qui soit officialisé.

Puisse cet épisode tragique de la deuxième guerre mondiale, ces crimes de collaboration commis avec la complicité du régiment de Vichy, être enfin enseignés dans nos livres d'histoire.